Entretien

La situation à l'approche des élections : « Il faut que toutes les traditions de la gauche anticapitaliste argentine convergent »

dimanche 30 juillet 2017, par GAUDICHAUD Frank, KATZ Claudio, LUCITA Eduardo (Date de rédaction antérieure : 10 juillet 2017).

Dans un contexte politique et social tendu, la campagne électorale argentine s'annonce comme très conflictuelle, tout en étant d'une importance capitale pour toute la région latino-américaine. Aujourd'hui, avec le gouvernement Mauricio Macri, l'Argentine s'affirme comme un des bastions de la droite néolibérale après 12 année de gouvernement kirchneriste (2003-2015).

Les élections à venir représentent un défi central pour les trois forces qui structurent, de manière inégale et hétérogène, le paysage politique argentin : la droite et les forces autour de Macri, le péronisme et le forces autour du kichnerisme, les trotskistes et les mouvements anticapitalistes. C'est dans ce contexte et pour analyser le rôle des forces de gauche que nous avons interviewé Claudio Katz et Eduardo Lucita, deux militants et penseurs reconnus de ce courant, membres du collectif des Economistes de gauche (EDI).

Franck Gaudichaud : Quelle est l'importance des élections à venir en août et octobre prochains ?

Claudio Katz : Ce sont des élections à deux niveaux. Jusqu'à aujourd'hui, les primaires ont servi de filtre entre les forces qui se disputent le 'vote utile'. De nombreux analystes sont d'accord pour dire que les élections de la province de Buenos Aires donneront la tendance politique pour les prochaines années et notamment pour les présidentielles de 2019. Si Macri perdait, son projet de réélection serait fortement compromis.

Eduardo Lucita : Le contexte économique est très différent de celui de l'arrivée au pouvoir de Macri et de son parti, « Proposition Républicaine » (PRO). Tous les signaux sont négatifs. La consommation a chuté, les hausses de salaires sont absorbées par une inflation persistante, particulièrement sur la nourriture, le chômage augmente tout comme la pauvreté. En parallèle, le pays a recommencé à s'endetter à un rythme important, endettement symbolisé par l'émission récente d'une obligation sur 100 ans. Les élections d'aujourd'hui sont des élections de « rénovation parlementaire », et tout le monde est d'accord pour dire que quelques soient les résultats, les rapports de force au parlement ne bougeront pas. La gouvernement sera toujours minoritaire et devra négocier avec les autres forces. L'importance de ces élections repose uniquement sur une projection pour les présidentielle de 2019.

CK : On parle d'un ajustement sans possibilité de changer la donne. Je crois que le gouvernement sera tenté par des mesures de lois électorales, de manœuvres administratives, pour occulter ce désastre.

FG : Quel type de manœuvres ? Peux-tu en dire plus sur ce point particulier ?

CK : Tout d'abord, par de la communication qui renforcerait la ligne « contre le populisme » (péroniste) et renforcerait ainsi la base politique et sociale de droite qui s'est forgée durant les manifs' et « concerts de casseroles » du temps du kirchnerisme. Ce secteur est très revanchard et a une vraie « haine de classe » héritage du vieux « gorilisme » [1]. Ils vocifèrent contre le Venezuela et Cuba, insultent les enseignant-e-s, exigent la répression des « piqueteros » [2] et l'interdiction des grèves, reprenant ainsi le discours conservateur dominant à la télévision. Ce soutien explique comment le gouvernement arrive à se maintenir malgré le marasme économique.

EL : De mon point de vue, ce qui se joue, autant – voir plus – que l'aspect économique, c'est la bataille culturelle et l'avancée depuis des années des positions néo-libérales.

FG : Cette base de droite est-elle si fortement ancrée dans la société argentine ?

CK : C'est à la fois important et limité. C'est ce que montre la démonstration de force lors de la grande marche du 24 mars dernier, avec une place particulière des femmes, et la réaction impressionnante qu'a suscité la tentative de mise en place de la loi « 2 pour 1 » [3] qui permettait de faciliter la libération des criminels de la dictature.

EL : Le gouvernement s'appuie aussi sur la collaboration des bureaucrates syndicaux. Alors que tous les jours de nouvelles mobilisations naissent, on assiste à un repli significatif par rapport à celles de mars. Les hiérarques de la CGT répètent le même schéma que celui des « gordos » [*es « gordos » désignent les bureaucrates syndicaux qui ont soutenu les privatisations et les mesures anti-ouvrières sous Menem (1989-1999) et se sont d'ailleurs souvent reconvertis en chef d'entreprises.]] sous Menem. S'ils ne participent pas aux fraudes des privatisations, ils se contentent du maintien des œuvres sociales et des subventions que touchent les syndicats qui signent les conventions collectives. Par crainte d'être débordés, ils ne mobilisent pas. Ils sont notamment préoccupés et inquiets des critiques qui s'expriment dans la rue sur ces capitulations, et spécialement depuis la dernière grande mobilisation initiée par la CGT, qui a réunie plusieurs centaines de milliers de travailleur-ses, et pendant laquelle ces dernier-e-s ont envahi la tribune que les bureaucrates ont du abandonner honteusement.*

FG : Dans ces conditions, quelle est l'influence de Cristina Kirchner, l'ex-présidente ?

EL : Il y a actuellement une réelle reconstitution de son leadership qui déconcerte establishment. Les classes dominantes pensaient qu'elle était totalement hors-jeu et que d'autres secteurs plus fiables s'arrogeraient la continuité péroniste.

CK : Sa réapparition pose des problèmes aux élites qui perdent ainsi la certitude d'une « restauration conservatrice » sur le long terme. Si Cristina Kirchner gagnait la province de Buenos Aires, la classe dominante commencerait à chercher un remplaçant à Macri. Plusieurs commentateurs pensent qu'ils ont laissé passer l'opportunité de s'assurer un gouvernement PRO sur plusieurs années en profitant des déboires judiciaires du kirchnerisme. D'autres pensent au contraire que c'est cette confrontation qui a permis à Kirchner de reprendre du poil de la bête. C'est d'ailleurs dans l'attente de ces résultats électoraux que les banquiers continuent à mal noter la dette argentine. On peut voir des similitudes avec la situation brésilienne. Pas dans la comparaison avec Temer (président brésilien NDLR) dont la démission ne tient plus qu'à un fil, mais dans les peurs de establishment de voir un retour du gouvernement précédent. Là-bas, ils ne savent pas s'il faut interdire définitivement, assimiler ou se confronter à Lula et ici, les mêmes doutes s'expriment sur l'attitude à avoir vis-à-vis de Cristina.

FG : Néanmoins, quelques soient les hypothèses politiques qui s'imposeront, il semble assuré que l'on va vers un approfondissement de l'austérité néolibérale ? Qu'en pensez vous ?

EL : Il n'y a aucun doute là dessus. Le gouvernement actuel fait monter les enchères pour s'assurer le soutien des grands capitalistes. Des mesures dures ont ainsi vu le jour en pleine campagne électorale. Ils poursuivent les hausses de prix intempestives (« *tarifazos* »), réduisent les pensions aux handicapés, tolèrent les licenciements et favorisent ouvertement la flexibilité du travail. Ils projettent, après octobre 2017, de réduire le déficit fiscal en baissant encore la dépense publique. Il faut avoir en tête que 56% de la dépense publique est sociale et 17 autres pour cent représentent les salaires des fonctionnaires et les allocations familiales. Les projets de réformes fiscales et du travail ne laissent aucun doute sur l'orientation suivie. Les secteurs néolibéraux les plus lucides défendent même l'idée que tout ceci ne peut se faire que dans un consensus politique qui verrait se joindre des secteurs de l'opposition au gouvernement. Ce n'est pas un hasard s'il y a quelques jours Ramón Tamames, un des idéologues du pacte de la Moncloa [4] était ici.

CK : Je pense qu'ils vont aussi accentuer le tour répressif et agiter le chiffon rouge des mobilisations de 20016 [5]. Ils cherchent à polariser le champ électoral et veulent ancrer l'idée qu'une déroute électorale du PRO serait le début du chaos politique et de l'effondrement de l'économie.

FG : Au sein des classes populaires, Cristina est-elle encore vue comme une alternative crédible à l'agression néolibérale ?

EL : Cristina a terminé son mandat avec une bonne image dans cette frange de la population. Sa réputation est intacte malgré sa défaite. Elle ne s'est pas retirée comme Alfonsín, Isabel ou Menem mais plutôt comme Perón ou Campora. C'est la première fois dans l'histoire du péronisme qu'un leadership se maintient malgré une défaite électorale.

CK : Je pense qu'avec le « Front Citoyen » [6], le kirchnerisme tente de gagner en transversalité et de s'éloigner de l'appareil péroniste. C'est en tout cas ce que montrent les candidatures. En parallèle, le front citoyen a adopté une stratégie d'affrontement verbal en dénonçant la hausse des tarifs, en voulant déclarer l'urgence alimentaire et sanitaire, en souhaitant revenir à des prix bloqués et surtout renégocier la dette. N'oublions pas que les kirchneristes ont été à l'origine de conflits sérieux contre les élites dans certains domaines, notamment au moment du projet de loi de taxe sur les exportations agricoles ou lors de la loi sur les médias.

EL : Mais Cristina oublie que beaucoup de député-es sont arrivé-es au congrès sur ses listes et ont ensuite voté toutes les lois macristes… Dans la province de Santa Cruz (province gouvernée par le kirchnérisme depuis des décennies NDLR), ils gouvernent avec les mêmes méthodes qu'ils dénoncent au niveau national.

FG : Où en est la gauche dans ce nouveau contexte ?

CK : La réapparition de Cristina amène deux types de réactions. Certain-es pensent que c'est la seule en capacité de battre Macri. D'autres voient en elle une posture compatible avec le pouvoir en place. Ils me semblent que les deux sont erronées.

EL : Totalement d'accord. La première oublie que la dissolution dans le kirchnerisme amènerait à laisser de côté une grande part de tout 'progressisme'. Cette option accepte le fonctionnement vertical de Kirchner, la répression de Berni [7], la désignation de Milani [8] ou le paiement de la dette à Repsol [9], la Banque mondiale ou le Club de Paris. La deuxième posture fait l'erreur inverse. Elle n'analyse pas les virages du kirchnerisme et les conflits réels entre ce courant politique et le

pouvoir.

CK : En ce moment, le message de Cristina est un message de protestation et d'indignation nationale. Elle ne reprend pas l'esthétique marketing du PRO, ni le message dépolitisant des républicains. Il faut voir le fossé qui existe entre elle et Macri et aussi comprendre que cette différenciation n'est pas une simple construction médiatique artificielle le tout dans un contexte social différent de celui de 2015.

FG : Vous avez tous les deux voté, lors des élections précédentes, pour le Front de la gauche et des travailleur-ses (FIT) [10]. Vous continuerez ?

EL : Le FIT a poursuivi une tradition de gauche très présente dans l'espace politique argentin, lui a donné une audience nationale en se présentant dans 22 provinces sur 24 et dans 100 districts de la province de Buenos Aires. C'est une première. Que ce soit dans les assemblées, les médias ou la rue, ces militants affirment un profil anticapitaliste explicite. Ils rendent ainsi audible un discours socialiste qui politise à échelle de masse.

CK : J'ajouterai qu'ils ont renforcé numériquement des secteurs militants par un grand investissement dans les luttes. C'est un débouché organisationnel pour les secteurs combatifs du syndicalisme. Mais l'argument principal qui justifie le vote pour eux est des plus simples : leurs élu-e-s sont en première ligne dans les luttes sociales et contre l'austérité. A l'inverse, chez les kirchneristes, c'est la désertion, en particulier ces dernières années. Malgré tout ces éléments et cette reconnaissance, j'ai de nombreuses objections vis-à-vis du FIT.

FG : Lesquelles ?

CK : Au fil des ans, ils ont créé un véritable « plafond de verre » qui empêche tout saut qualitatif de la gauche. Ils ont refusé d'intégrer des forces proches comme le MST (Mouvement socialiste des travailleur-ses) et le Nuevo Mas (Mouvement vers le socialisme) qui se sont résolu à fonder un autre front avec les mêmes visées en termes de base électorale. Il n'y a, derrière ce choix, aucun arguments politiques, encore moins idéologiques qui justifierai ce refus. Ce sont trois partis trotskystes qui repoussent les autres partis de même filiation. La seule explication est un calcul d'appareil. Ils font le pari que ce front ne passera pas les primaires et appellera finalement à voter pour eux. Ce sont les mêmes logiques qui régissent la vie interne du FIT. Il n'y a pas de discussion sur le fond. Le FIT s'est fermé aux autres traditions de la gauche et ne veut pas provoquer d'élections internes pour se dépasser.

EL : Ce sectarisme que -et j'insiste là dessus- l'on ne retrouve pas que chez le FIT mais aussi dans les autres forces de la gauche, a deux origines. D'une part, une logique d'auto-construction, ce que Gramsci appelle « le patriotisme de parti » qui se termine toujours par des controverses et luttes d'appareils. D'autre part, ce type d'organisation a une lecture du champ politique « classe contre classe » qui limite de fait les alliances et amène même à confondre fronts électoraux et alliances stratégiques. Il me semble que ces conceptions sont à l'origine de leur incompréhension de la complexité des processus latino-américains.

FG : J'ai lu à ce propose que vous n'approuvez pas les positions du FIT sur la situation vénézuélienne ?

CK : Effectivement. C'est un autre point de discorde bien que nous nous soyons abstenus de commenter cette situation. Aucun des trois partis membres du FIT ne dénonce clairement le coup d'État de la droite soutenu par l'impérialisme américain au Venezuela. Un peu comme ce que font les médias dominants qui se contentent de décrire un chaos sans désigner de coupables. D'ailleurs,

ils pointent les responsabilités du gouvernement et de l'opposition comme si la CIA et Maduro c'était la même chose.

EL : Je trouve que le plus grave est que l'une des trois forces du FIT a fait directement campagne ici, en Argentine, pour la démission de Maduro. Si personne ne doit se priver de critiquer, d'occulter la réalité, « seule la vérité est révolutionnaire » nous a enseigné Trotsky, il ne faut pas se fourvoyer pour savoir où est le camp de la réaction et de l'impérialisme. Ils refont la même chose qu'ils avaient déjà faite lors du conflit entre Kirchner et les grands propriétaires.

FG : On pourrait donc déduire de ce que vous dîtes qu'il existe des opportunités mais que le chemin reste complexe pour la gauche radicale…

CK : C'est ça. Les possibilités découlent de l'énorme capacité de résistance des classes populaires, de l'accumulation d'expérience et de la force militante qui existe dans le pays. Les difficultés viennent quant à elles de la difficulté à interpréter correctement les changements à venir, tout en dépassant le sectarisme. C'est un défi commun dont personne ne peut préjuger du résultat à ce stade.

EL : La situation est complexe et contradictoire mais représente une vraie opportunité pour les forces anticapitalistes. Il existe désormais une nouvelle possibilité pour démontrer que les obstacles à surmonter pour résoudre les problèmes que cause le capitalisme dans notre société, et qu'aucune fraction de la bourgeoisie au gouvernement n'a résolu, se trouvent dans le capitalisme lui-même. Et j'abonde en ce sens avec ce que dit Claudio quand il affirme que d'ici à 2019, c'est l'affaire de toutes que de vaincre le sectarisme. Pour ces élections, le FIT a trouvé un accord avec un courant guévariste « pouvoir populaire » qui aura des candidat-es sur ses listes. C'est une avancée, petite certes, mais avancée quand même. Je garde encore espoir, sûrement des restes de « l'optimisme de la volonté », que tôt ou tard la pression sociale obligera le FIT, ou n'importe quel autre front à gauche d'ailleurs, à se transformer en un mouvement qui permettra la convergence de toutes les expériences de la gauche anticapitaliste.

Propos recueillis par Franck Gaudichaud

P.-S.

*
https://npa2009.org/idees/international/il-faut-que-toutes-les-traditions-de-la-gauche-anticapitaliste-argentine

Source originale (mise en ligne le 10 juillet 2017) :
www.rebelion.org/noticia.php?id=228904&titular=%93hay-que-hacer-converger-las-distintas-tradiciones-de-la-izquierda-anticapitalista-argentina%94-

* Traduit de l'espagnol argentin para Antoine Bouyou.

Notes

[1] Le "gorilisme" fait référence au « gorilles militaires » en Argentine et aux courants autoritaires/conservateurs particulièrement antipéronistes.

[2] Participant-es de mouvements sociaux apparus au cours des années 1990 - 2000. Le terme est une extension du mot piquete désignant le blocage physique d'axes de communication et routes par des manifestations, souvent des chômeurs et exclus de la crise néolibérale (cf. https://fr.wikipedia.org/wiki/Piquetero).

[3] Projet de loi de la cour de justice de retrancher le temps d'inculpation du temps de peine effectif dans les procès de la dictature.

[4] Pacte signé entre les grands partis de gouvernement de l'État espagnol en 1977 pour assurer la « transition démocratique » et adopter une politique économique austéritaire permettant de réduire l'inflation.

[5] Suite à une crise économique sans précédent, la répression des manifestations causa 29 morts.

[6] Stratégie de Kirchner pour tenter de rallier à son courant péroniste des éléments du centre-gauche. Pour ces élections se front prendra le nom de Unidad Ciudadana (UC – Unité Citoyenne).

[7] Segrio Berni était secrétaire à la sécurité du gouvernement Kirchner, il a notamment réprimé la lutte des ouvriers de Lear.

[8] César Milani a été nommé chef d'Etat Major sous Kirchner. Il a été mêlé à des exécutions et assassinats sous la dictature.

[9] Repsol, société espagnole qui exploitait le pétrole et le gaz argentin, a été la principale concernée par les nationalisations décidées sous Kirchner. Un accord de 5 milliards de dollars de compensation a été conclu au titre de l'indemnisation.

[10] Le FIT est un regroupement de parti trotskystes : le PO (parti ouvrier), le PTS (Parti Socialiste des travailleur-ses) et IS (Gauche Socialiste). Il a obtenu 5,32% des voix lors des élections de 2013.